



République du Sénégal  
Région de Saint-Louis  
Département de Podor  
COMMUNE DE MBOUMBA

# PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL (P.D.C)

2020 - 2024

VERSION DEFINITIVE

Sous la coordination du Comité technique régional (CTR) Et  
Avec l'appui technique et financier de la CLM à travers le programme  
Yellitaaré







# Table des matières

## PREMIERE PARTIE – INTRODUCTION GENERALE

### I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

- 1.1. La préparation
- 1.2. L'atelier habilitation
- 1.3. Atelier de lancement
- 1.4. Les enquêtes ménages et l'exploitation des données
- 1.5. Les ateliers zonaux
- 1.6. L'élaboration et la restitution du bilan diagnostic
- 1.7. La planification
- 1.8. La finalisation et la restitution du PDC pour son adoption

## DEUXIEME PARTIE : BILAN DIAGNOSTIC

### I. PRESENTATION DE LA COMMUNE

1. La situation géographique
2. Le milieu physique
- II. PROFIL SOCIAL
  1. DIPE (Développement Intégré de la petite enfance)
  2. Élémentaire
  3. Moyen et secondaire
  4. Formation professionnelle
  5. Les Daras
  6. Santé
  7. Hydraulique
  8. Assainissement
  9. Urbanisme, habitat et cadre de vie
  10. Sports, culture et loisir

### III. PROFIL ÉCONOMIQUE

1. Agriculture
2. Élevage
3. Commerce
4. Pêche
5. L'artisanat
6. Transport
7. Télécommunications et Services financiers

### IV. PROFIL GOUVERNANCE

1. Le conseil municipal
2. Mesure de performance de la commune
3. Dispositif de bonne gouvernance

4. Dynamique organisationnelle de la commune.....

**TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE MBOUMBA.....**

**IV. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE.....**

**QUATRIEME PARTIE : STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-ÉVALUATION.....**

**I. ANALYSE DU PIL.....**

**II. SOURCE DE FINANCEMENT.....**

**III. LA MISE EN ŒUVRE DU PIL.....**

3.1 Élaboration du Programme d'Investissement Annuel (PIA).....

3.2 La mise en œuvre du programme annuel d'investissement.....

**IV. LE MECANISME DE SUIVI ÉVALUATION.....**

4.1. Le suivi évaluation de la mise en œuvre.....

4.2. L'évaluation du PDC.....

### Mots du Maire

Ce document stratégique est le fruit d'une collaboration avec le Programme National de Développement Local (PNDL), le Comité Technique Régional (CTR) de planification coordonnée par l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Saint-Louis, la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM), l'Agence Espagnole de Coopération internationale pour le Développement (AECID) et la collectivité territoriale de Mboumba.

Le Plan de Développement Communal (PDC), à la différence des approches classiques, est élaboré dans une nouvelle démarche qui a nécessité l'utilisation d'outils modernes de collecte et d'exploitation de données de terrain que sont l'IR2P, la grille de performance et l'intégration des dimensions transversales (Nutrition, genre, migration et Changements climatiques).

Dans une dynamique de cohérence avec les politiques nationales et internationales de développement, Il est articulé aux axes stratégiques du Plan Sénégal Emergent (PSE) et aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Aussi, le PDC est-il le résultat d'un travail itératif, participatif et inclusif de tous les acteurs de développement, notamment les différentes composantes de la population de la Commune, les partenaires et services techniques. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude.

Ainsi, la commune de Mboumba dispose d'un outil de planification et de programmation de ses activités pour la période 2020-2024, évitant un pilotage à vue et permettra une meilleure cohérence des interventions des différents partenaires sur son territoire.

Outil de monitoring, le PDC permettra également à la commune de mesurer, dans cet horizon temporel, ses performances et contre-performances, afin de prendre à temps réels les dispositions correctives pour réaliser la vision.

J'appelle à la participation de tous les acteurs de la vie socio-économique pour réussir le pari de l'émergence, afin que nos populations soient dans des conditions meilleures.

### I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

L'adoption d'une nouvelle démarche méthodologique d'élaboration d'un Plan de Développement repose sur trois principes :

- Consécration de l'appropriation du document par tous les acteurs, parties prenantes du développement territorial ;
- harmonisation des cadres et stratégies proposées au niveau régional et national pour plus de cohérence avec les réformes et les orientations stratégiques nationales ;
- Utilisation des NTIC (Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication ) pour la rationalisation de la collecte et du traitement des

données pour la définition des différents profils, ainsi que la prise en compte des dimensions transversales.

Le processus d'élaboration s'est appuyé sur un cadre organisationnel de l'échelle régionale à l'échelle locale :

Le Comité Technique Régional (CTR) ; coordonné par le chef de service régional de la planification et animé par l'Agence Régionale de Développement, le CTR est composé des agents de l'ARD et des STD (Services Techniques Déconcentrés) clés ; le Service Régional de la Planification, le Service Régional d'Appui au Développement Local (SRADL), le Service Régional de l'Aménagement du Territoire, la Division Régionale de l'Hydraulique, l'Agence Régionale de la Statistique et de la Démographie et l'Inspection Régionale des Eaux et forêts, la Direction Régional de l'Environnement et des Etablissements Classés (DREEC) ... Il a en charge le pilotage du processus d'élaboration et de validation des documents.

Au niveau Local ; un Cadre de Concertation Locale (CCL) est mis en place par la Collectivité Territoriale. Ce cadre est chargé de la coordination des activités de l'élaboration du PDC en relation avec l'ARD. Il est animé par le coordonnateur qui, s'occupe en relation avec le Secrétaire municipal de préparer les ateliers de formation des enquêteurs, de diagnostic et de planification du processus.

Le processus d'élaboration est structuré en 8 étapes décrites ci – dessous :

#### 1.1. La préparation

Il s'agit de l'étape de préparation de la logistique et de mobilisation des parties prenantes :

- ✓ La mobilisation du budget et des moyens logistiques auprès des partenaires ;
- ✓ le recrutement de facilitateurs et la contractualisation ;
- ✓ la tenue d'une réunion d'information avec les Maires des CT concernées ;
- ✓ la programmation de l'atelier d'habilitation.

#### 1.2. L'atelier habilitation

L'atelier d'habilitation s'est tenu à l'ARD avec le comité technique régionale et les facilitateurs. Il s'agit d'une séance de mise à niveau sur les outils de collecte de données et de fixation de la feuille de route :

- ✓ la fixation des objectifs et orientations du processus d'élaboration ;
- ✓ le partage et la stabilisation des outils de collecte en particulier des secteurs transversaux ;
- ✓ l'élaboration d'un calendrier de déroulement du processus ;

#### 1.3. Atelier de lancement

Organisé le Jeudi 18 Juillet 2019 dans la Salle de Délibération de l'hôtel de ville, le lancement constitue un moment fort pour la Commune d'informer et de mobiliser l'ensemble des

acteurs du territoire. C'est un moment idéal pour toutes les parties prenantes d'échanger et de partager sur plusieurs aspects relatifs au PDC notamment, la nouvelle démarche méthodologique, le rappel des attentes à l'endroit des élus et membres de la CCL, des populations, des enquêteurs, l'adoption de la feuille de route d'élaboration du PDC, etc.

L'atelier de lancement a vu la participation de tous les acteurs institutionnels et communautaires notamment : les élus et leaders locaux, les représentants des services techniques déconcentrés, les partenaires techniques et financiers, la société civile, etc. La séance a été ouverte au public et tout le monde avait droit à la parole.

#### **1.4. Les enquêtes ménages et l'exploitation des données**

Le processus a démarré depuis le recrutement des enquêteurs par la Commune et la programmation de la formation. Les enquêtes ont démarré par la tenue d'une journée de formation des enquêteurs tenue le 19 Septembre 2019 dans la Salle de Délibération de l'Hôtel de Ville. À cette session ont été formés, 08 agents enquêteurs sur les techniques de collectes de données avec les smartphones et 02 superviseurs. Cette formation a été suivie par la collecte des données du 20 au 24 Septembre 2019, dans toutes les infrastructures la Commune de Mboumba.

Parallèlement à cette collecte de données quantitatives, le facilitateur a procédé auprès des services techniques, des organisations professionnelles, des unités de production, des personnes ressources, etc., à faire des entretiens semi-structurés pour une analyse approfondie de l'information et une collecte des données de seconde main, etc.

#### **1.5. Les ateliers zonaux**

La collecte de données quantitatives a été suivie le 31 Octobre 2019, par la tenue des ateliers zonaux dans les quartiers de la Commune de Mboumba. Cette étape constitue une innovation importante du processus d'élaboration d'un PCD. C'est un moment saisi par les parties prenantes aux processus pour aborder les secteurs transversaux ; changements climatiques, nutrition, migration et le genre.

La Commune est composée de 04 quartiers, pour cela, 2 ateliers ont été tenus, chaque atelier a regroupé les acteurs communautaires de 02 quartiers. Ce moment a été une occasion pour les autres catégories d'acteurs en particulier les groupes vulnérables de s'exprimer et d'orienter l'analyse vers la prise en compte des besoins prioritaires des populations. Les synthèses des résultats de ces différents ateliers élaborés par les membres du CTR, ont facilité le traitement de l'information et la rédaction du rapport diagnostique.

#### **1.6. L'élaboration et la restitution du bilan diagnostic**

La restitution a été organisée par le CTR le Samedi 07 Décembre 2019 à partir de 10 heures dans la salle de délibération de la commune de Mboumba avec la présence des acteurs qui avaient participé aux ateliers de zonaux (services techniques, principal et proviseur Lycée, Directeurs d'écoles, service élevage), agents et relais communautaires, relais PRN, délégués de quartiers, les jeunes et les élus (présidents de commissions). Elle est déroulée avec la présentation du bilan diagnostic faisant l'objet des secteurs sociaux, économiques et gouvernance avec intégration des dimensions transversales (genre, migration, changements climatiques et nutrition) présentée par le facilitateur.

#### **1.7. La planification**

Elle est réalisée après la tenue de l'atelier de Diagnostic et a regroupé les acteurs des ateliers zonaux de diagnostic. Elle a permis de ressortir les projets pertinents que la commune doit adopter et rechercher des partenaires et des financements pour les réaliser dans les 5 années à venir. Dans chaque secteur de développement, des propositions de projets pertinents sont ressorties par les différents acteurs de la commune ainsi que l'identification des projets en cours qui seront aussi ajoutés au PIL (Plan d'investissement Local).

#### **1.8. La finalisation et la restitution du PDC pour son adoption**

L'équipe du CTR améliore la formulation des projets et estime les coûts. Il sera ensuite rédigé la version provisoire du PDC qui sera soumis au cadre de coordination pour la planification et le suivi du développement élargi au niveau de la commune pour une validation technique puis au conseil municipal pour adoption après intégration des observations validées par le CCPSD.

### I. PRESENTATION DE LA COMMUNE

#### 1. La situation géographique

Mboumba est érigée en commune en 2008 par décret N°2008-748 du 10 juillet 2008 portant création de communes dans les régions de Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Kolda, Louga, Matam, Saint-Louis, Sédhiou, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor.

Située dans le département de Podor, région de Saint-Louis, la commune de Mboumba est limitée :

- Au Nord par le marigot de Doué ;
- À l'Est et au Sud par la commune de Bokké Diallobé ;
- À l'Ouest par la commune de Méry.

La commune de Mboumba est constituée de quatre (4) quartiers officiels que sont : Hossirde, Thiambe, Ndiaybé et Worgo. Il existe aussi une zone d'extension communément appelée Sinthiane de l'autre côté de la RN2.

#### 2. Le milieu physique

Le milieu physique prend en compte les aspects liés au relief, au climat, à la végétation, la faune, les sols et l'hydrographie.

- Le relief de la commune de Mboumba est relativement plat. Il est quelque fois traversé par des dépressions offrant des espaces hydroagricoles très fertiles et des élévations dont les altitudes atteignent rarement 10m.
- Le climat est marqué par l'alternance entre une saison sèche de 9 à 10 mois et une saison pluvieuse plus courte de 2 à 3 mois (juillet - septembre) avec des précipitations annuelles faibles largement inférieures à 500 mm. Mboumba est une zone relativement chaude avec des températures pouvant atteindre les 40 °C.
- La végétation de la commune de Mboumba s'inscrit dans le domaine phytogéographique sahélien distingué par une steppe arbustive et arborée. Cette végétation ouverte, varie selon les saisons et les types de sols. On y rencontre les strates suivantes :
  - ✓ La strate arborée :

Les familles les mieux représentées de la steppe arborée sont les mimosacées parmi lesquelles s'imposent : *Acacia raddiana* (Thillouky), *Acacia seyal* (boulbi), *Acacia Sénégal* (patouki), *Acacia albida* (thiassky) et *Acacia nilotica* (Gawdé). D'autres espèces subsistent comme les capparidacées dominées par : *Calotropis procera* (bamwami), *Maerua crassifolia* (déguéwi) et *Boscia senegalensis* (guidjilé). Nous notons des espèces moins représentées comme : *Fovia biolor* (kélly), *Mitragina inermis* (koyli), *Euphorbia convolvuloides* (éry).

- ✓ La strate arbustive :

*Celtis integrifolia*, *Balatines aegyptica* (mourtodé), *Tamarindus indica* (diamoulé), *Faidherbia albida*, des arbustes comme : *Guiera senegalensis* (guéloki), *Maytenus senegalensis* et quelques herbacées dont le vetiver (*vetivera nigriflora*),

- ✓ La strate herbacée :

Le tapis herbacé est caractérisé par les graminées : *Aristida mutabilis* (selbéré), *Schoenefeldia gracilis*, *Cenchrus biflorus*, *Brachiaria ramosa* (paguiri), etc.

La distribution de la végétation est en grande partie liée à celle de la pluviométrie dont la répartition temporelle se distingue par une irrégularité et une baisse significative au cours des dernières années.

Les ressources végétales correspondantes sont composées essentiellement d'épineux, d'arbustes et de vastes espaces dénudés. La faune qui se développe dans ces forêts, est faite d'espèces très aléatoires.

- La faune

Selon l'agent du Service des Eaux et, de par le passé, la localité était caractérisée par un paysage boisé et fortement peuplé : de phacochères, d'oryx, d'antilope, d'hippopotame, etc.

D'ailleurs, certains vieux rencontrés durant les ateliers thématiques sont témoins de cette diversité faunistique dont la présence de certains prédateurs y était visible.

Actuellement, la faune sauvage de la commune, très décimée, n'est composée que de quelques mammifères : phacochères, écureuils, chacals, singes ; des reptiles, d'oiseaux granivores et migrateurs : « tioulou », « cathia », « guass... ».

- Les sols



La différenciation des sols, dans la commune est essentiellement basée sur leur position topographique (drainage, déflation, accumulation), elle se traduit directement par des variations de texture. On distingue :

- ✓ Les sols hydromorphes à pseudo-gley : il s'agit des sols situés dans les petites levées et les cuvettes de décantation que les habitants appellent familièrement « Hollaldé ». Il existe également un sol qui tire vers le « hollaldé » dénommé « faux hollaldé », car caractérisé par une texture limoneuse argileuse à argileuse ferrugineuse avec une forte proportion de sables fins et de sables grossiers.
- ✓ Les sols bruns subarides : il s'agit de sols silico-argileux humifères (sols de fondé) qui occupent 30 %. Bruns à bruns clairs, ces sols sont constitués de sables fins et de limons. Le taux d'argile, qui est moyen en surface devient faible dans les horizons médians et de profondeur.
- ✓ Les sols bruns rouges subarides : ces terres se développent sur d'anciens cordons dunaires, héritage de l'Ogolien. Ils représentent l'ensemble des terres non inondables de la moitié sud du territoire de la commune. Du fait de leur porosité et leur potentialité en eau très faible, ces sols sont meubles et sableux.
- ✓ Les autres types de sols : il s'agit des sols moins représentés et parfois dispersés dans l'espace communal. À ce titre, on note les sols sablo-argileux localisés dans les « Diacré » (formations subactuelles), ainsi que les sols sableux dans les « Falô » (les berges de fleuve). Ces sols sont particulièrement utilisés dans les constructions. Par ailleurs, des sols un peu particuliers se distinguent par taches dans l'espace : le « wakadjidiou » (sol brun rouge), le « ndoudaldi » (brun clair), le « korbalé » (sablo-argileux), le « walléré » (sol noir clair). Ils ont un caractère en commun : l'infertilité. En somme, Mboumba est un milieu peu contrasté de par sa géomorphologie et ses ressources pédologiques, qui supportent une végétation variée et un climat sahélien.

#### ⇒ L'hydrographie

Le marigot du Doué constitue la principale source d'eau de surface de la commune. Il limite la commune dans sa partie Nord. Durant la saison des pluies, sa crue permet le remplissage des dépressions inondables utilisées généralement pour l'agriculture de décrue. Concernant les eaux souterraines, la nappe phréatique peu profonde se situe en moyenne à 15 m.

### 3. La démographie

Selon les données du service régional de la statistique et de la démographie de Saint-Louis, la population de la Commune de Mboumba est estimée à 5 728 habitants. La démographie de la commune de Mboumba est également marquée par une jeunesse de sa population avec 71% d'habitants de moins de 30 ans. Cette jeunesse exige une forte demande en infrastructures sociales. La population féminine est constituée par les 49% de la population totale et il est important de la considérer afin de mieux traiter la question liée au genre dans la commune.

Les enfants qui ont moins de 5 ans composent 18% de la population totale et il est nécessaire de penser à la construction d'infrastructures éducatives de la petite enfance. Ils constituent la cible des politiques nutritionnelles de l'état et des partenaires, car ils sont les plus vulnérables aux maladies liées à la malnutrition.

Tableau 1 : Effectifs de la population par sexe

SEXE	Effectifs	%
Hommes	2 947	51
Femmes	2 781	49
TOTAL	5 728	100

Source ANSD, 2019

## II. PROFIL SOCIAL

La commune de Mboumba est relativement bien dotée en infrastructures communautaires religieuses et non-religieuses dans presque tous les secteurs sociaux (éducation, santé, hydraulique, assainissement, eau potable)

### 1. DIPE (Développement Intégré de la petite enfance)

L'offre est composée d'une structure préscolaire hébergée par l'école 01 avec un effectif 88 élèves (50 filles 38 garçons). Ce faible TBPS (88 inscrits sur 825 enfants) est dû en partie par l'insuffisance d'infrastructure dans la commune (01 seule case dans le quartier Thiambé). La faible fréquentation évaluée à 8,69% des enfants de moins de 5 ans est en outre causée par l'éloignement des autres quartiers d'une part, et d'autre part par le choix des parents d'amener les enfants (0-5 ans) à l'école coranique avant leur intégration à l'école primaire.

Elle compte 01 abri provisoire (2 salles dans l'école élémentaire et un hangar) avec 14 tables, 6 nattes, 53 chaises (1 chaise par élève). La structure souffre d'un déficit de salles de classes de qualité et ne dispose pas de toilettes. Les enfants utilisent les toilettes de l'école 01.

Cependant, l'effectif de la structure est en faveur des filles, car ayant un taux brut 56% contre 44% pour les garçons. La conduite des enfants à l'école est une tâche spécialement réservée aux femmes dans la commune. Il est important de noter que le personnel enseignant est composé essentiellement de femmes.

L'absence de cantine scolaire ne favorise pas le développement d'une politique nutritionnelle efficace basée sur le DIPE (cantines scolaires ; séances culinaires), car les enfants qui fréquentent cet établissement de la petite enfance sont la couche la plus vulnérable aux maladies liées à la malnutrition.

Tableau 2 : Situation de l'enseignement préscolaire

INDICATEURS	CARACTÉRISTIQUES
Population scolarisable	825
Population scolarisée	88
TBPS	10 %
Enseignants	04
Salles de classe	03
Accès commodités 100 %	Toilettes, eau, électricité

Source IR2P 2019

## 2. Élémentaire

La commune compte 02 écoles élémentaires : École élémentaire Cheikh Bandel Wane (ex-école 1) située au quartier Thiambé et l'école Thierno Mamadou Coumba située au quartier Worgo (ex-école 2).

Le personnel est composé de 29 enseignants, dont 24 titulaires qui se chargent des cours dans les différents établissements élémentaires.

L'effectif des élèves qui sont inscrits est de 1184 avec 562 garçons et 622 filles pour 644 tables-bancs, dont 230 à réparer. Un effectif 105 élèves inscrits en classe de CM2 (59 filles et 46 garçons) qui constitue les futurs élèves à prévoir pour le collège.

On compte 24 salles de classe, dont un abri provisoire à l'école Mboumba 2. Sur l'ensemble de la commune, il n'existe qu'une seule cantine scolaire à Mboumba 2 avec un niveau très insuffisant de dotation en livres (1 manuel est partagé par 3 élèves ou plus).

Cependant l'Ecole Cheikh Bandel Wane ne dispose pas de latrines séparées, les 04 toilettes sont partagées par les filles et les garçons ce qui n'encourage pas le maintien des filles à l'école.

Le TBS de la commune est assez bien (69,5 %) et très en dessous de celui de la région (90,02%) avec un gap très important à combler pour atteindre la scolarisation universelle sur l'ensemble de la commune. Mais il est à noter que ce TBS cache des disparités, car le TBS filles est de 81,2 % contre 59,6 pour les garçons.

Tableau 3: Situation de l'enseignement élémentaire

INDICATEURS	CARACTÉRISTIQUES
Infrastructures	02
Population scolarisable	1705
Population scolarisée	1184
Écoles clôturées	02
TBS	69,5
Ratio élève/ classe	49
Ration élève /table-bancs	1,8
Ratio enseignant/ élève	1 pour 40
Accès aux commodités	Eau, toilettes

Source : IR2P PDC Mboumba 2019

L'environnement scolaire est de bonne qualité. En effet, les ratios élève / classe (49) et élève /TB (1,8) sont très satisfaisants car les normes sont respectivement de 80 élève par classe et 40 tables-bancs par classe. Une situation de bonne performance due aux efforts d'investissements consentis par la commune ces dernières années dans le secteur de l'éducation.

Les comités de gestion des écoles sont très dynamiques avec une bonne représentativité des femmes qui participent à la prise de décision. Toutefois des efforts sont nécessaires pour l'entretien des acquis car des besoins de réparations sont constatés sur des portes, des fenêtres, le carrelage, la peinture et sur le dallage et les tables-bancs qui très vétustes.

### 3. Moyen et secondaire

L'offre est constitué d'un lycée à cycle long de 17 salles de classes qui polarise beaucoup de villages environnants situés dans les communes voisines de Méri et de Bokké Dialloubé.

Par contre pour l'environnement d'apprentissage et les commodités, des améliorations de la qualité sont nécessaires car sur les 369 table-bancs, 100 ne sont pas fonctionnelles ; les 9 box des toilettes sont en mauvais état ainsi le niveau de fréquentation. Il urge d'agir face à cette situation surtout que l'effectif est assez élevé avec une supériorité chez les filles (730 élèves dont 411 filles et 327 garçons. Ce fort taux de présence des filles à l'école résulte des anciennes politiques de l'état et de la société civile à savoir la SCOFI (scolarisation des filles), la lutte contre les mariages précoces, etc.

Le personnel, composé de 25 professeurs titulaires est satisfaisant ; soit 1 enseignant pour 29 élèves. Mais il cache des disparités avec des enseignants insuffisants dans certaines disciplines comme les mathématiques, les sciences et les langues aussi. Le ratio élève/classes (42 élèves/ salle) est satisfaisant, car étant inférieur à la norme nationale fixée à 80 élèves pour une salle de classe. Les cours sont souvent perturbés par de fortes canicules qui sévissent dans la zone. La canicule perturbe souvent l'assiduité chez certains élèves qui sont fréquemment frappés par des malaises pendant ces périodes de forte températures.

Tableau 4: Situation de l'enseignement Moyen secondaire

INDICATEURS	CARACTÉRISTIQUES
Infrastructures	01
Population scolarisable	666
Population scolarisée	730
Ratio élève/ classe	42
Ration élève /table-bancs	1,9
Ratio enseignant/ élève	1 pour 29
Accès aux commodités	Eau, toilettes, électricité

Source : IR2P PDC Mboumba 2019

Cependant l'établissement ne dispose pas de salle informatique, ni de laboratoire de science et de laboratoire de langue ; ce qui peut être un obstacle dans la formation des élèves et ne facilite pas leur intégration dans les universités.

Il faudra noter que la commune dispose d'un nouveau lycée qui reste à être équipé et les terrains de sport pour les cours ne sont pas clôturés ou aménagés.

L'échec scolaire est le premier facteur de la migration chez les jeunes qui partent pour faire des formations professionnelles ou à la recherche d'emploi. Mais l'ouverture prochaine du centre de formation professionnelle à Mboumba impactera sur le niveau de formation des jeunes et surtout chez les filles qui sont obligées d'aller à Podor ou dans les centres urbains.

### 4. Formation professionnelle

La commune ne dispose pas encore d'école de formation professionnelle, mais les filles vont souvent à Podor ou à Saint-Louis pour leur formation en couture, coiffure, poterie... au niveau des centres de formation féminins, de même que les garçons qui rallient aussi ces grandes villes pour bénéficier de formations. Ce besoin d'offre de formation dans cette partie Est du département assez éloignée de la commune de Podor justifie l'implantation d'un futur centre par l'Etat pour un coût de 371 millions de F CFA.

### 5. Les Daras

En matière d'offre, la commune de Mboumba enregistre 07 Daaras répartis sur 03 quartiers avec 1266 apprenants (1243 garçons et 23 filles).

Les apprenants viennent souvent des maisons voisines des daaras mais pour la plus grande partie, ils viennent d'autres localités du Fouta avec comme objectif la mémorisation du coran et du droit islamique. Mais il faut noter que leur formation se heurte généralement à des conditions difficiles notamment l'hébergement, la restauration et la santé.

En effet, les daaras sont presque tous logés dans les maisons familiales des marabouts. Avec le nombre pléthorique des talibés et les espaces étroits dont ils disposent, la situation des daaras s'avère difficile. Ceci pousse certains talibés à dormir dans les rues ou les places publiques de la commune. Ce qui les expose à des dangers multiples surtout dans ce contexte de dénonciation de la maltraitance des enfants talibés.

La précarité de leur logement est combinée avec les difficultés liées à leur restauration. Les marabouts ne bénéficient d'aucune aide en ce sens et prennent en charge l'alimentation des talibés internes avec leurs maigres moyens. Ce qui explique la sous-alimentation, mais également les problèmes de santé des talibés internés qui ne sont malheureusement pas pris en compte par les programmes de santé et nutritionnelles.

Il n'existe pas d'école franco-arabe dans la commune, mais des cours d'arabe sont inclus dans les programmes des enseignements moyens et élémentaires.

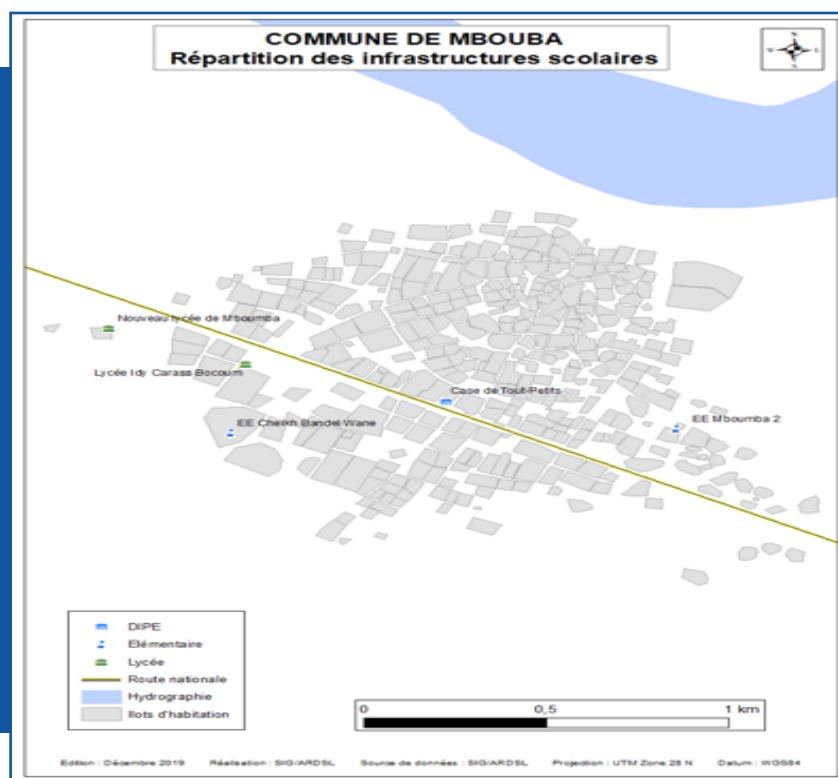
Tableau 5: Situation de l'enseignement arabocoranique

Quartiers	Nombre Daras	Effectifs Filles	Effectifs garçons	Effectifs total
Thiambé	02	00	273	273
Hosirdé	03	00	600	600
Worgo	02	23	370	393
<b>TOTAL</b>	<b>07</b>	<b>23</b>	<b>1243</b>	<b>1 266</b>

Source IR2P, PDC Mboumba 2019

Tableau 6: Tableau synoptique du secteur de l'éducation

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bien dotée en infrastructures scolaires</li> <li>✓ ratio élèves/tables-bancs suffisantes</li> <li>✓ Ratio élève/enseignant satisfaisant (collège)</li> <li>✓ dynamisme des CGE et des APE composés de femmes à 98%</li> <li>✓ 100% écoles dotées en toilettes</li> <li>✓ 100%-écoles primaires clôturées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Absence de bibliothèque et de salle informatique</li> <li>✓ insuffisance des salles de classe</li> <li>✓ Précarité des conditions de vie et d'étude des talibés</li> <li>✓ Manque de soutien aux Daaras</li> <li>✓ Déficit et défectuosité des équipements éducatifs.</li> <li>✓ Insuffisance de moyens des structures de gestion.</li> <li>✓ Insuffisance de toilettes séparées</li> <li>✓ Absence de rampes d'accès</li> <li>✓ Vétusté des équipements scolaires (Salles de classe, portes, tables-banc)</li> <li>✓ Absence de formations professionnelles dans la zone</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Relever le TBPS et le TBS</li> <li>✓ Assurer une couverture universelle du préscolaire</li> <li>✓ Amélioration de la qualité du service de l'éducation élémentaire et arabo coranique</li> <li>✓ Bâtir une politique nutritionnelle basée sur l'éducation (préscolaire et élémentaire)</li> <li>✓ Veiller à la prise en compte des personnes à mobilités réduites dans les infrastructures scolaires.</li> </ul>



## 6. Santé

La commune de Mboumba est dotée d'un poste de santé, une officine privée et d'un cabinet dentaire situé au quartier Thiambé. Ainsi, elle affiche une bonne couverture en matière d'infrastructure sanitaire avec un personnel assez satisfaisant, un accès facile et des commodités avec l'existence de salle d'attente, salle d'accouchement, salle de pause, des salles d'hospitalisation dotées de 16 lits.

Selon les normes OMS, la commune de Mboumba est bien servie en matière de personnel avec 1 infirmier pour 5 728 personnes. Ce qui est nettement inférieur à la norme fixée de même que pour l'offre en termes d'infrastructures.

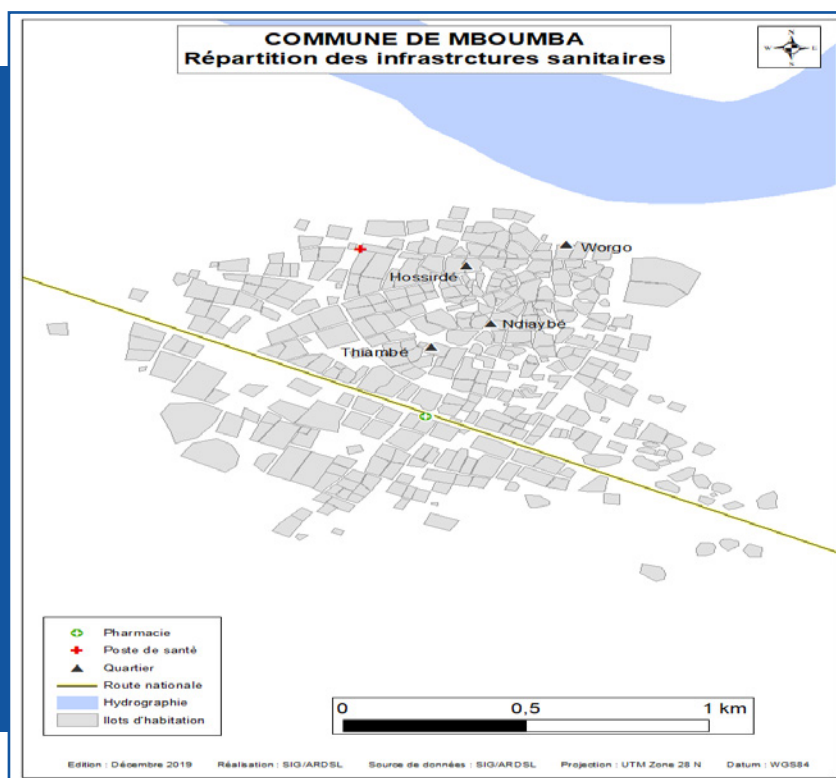
Compte tenu de sa proximité avec les localités des communes de Meri et de Boki Dialloubé, certains patients se rallient vers Mboumba pour les soins sanitaires. Ce qui justifie cette forte fréquentation en moyenne de 100 patients/ jour. Mais des ruptures sur le stockage des médicaments sont souvent notées au niveau du poste de santé du fait de l'éloignement de la Pharmacie Régionale d'Approvisionnement (PRA) et de l'état de la route qui ne favorise pas l'arrivée à temps des livraisons. Le seul cabinet dentaire que dispose la commune est actuellement fermé, car le dentiste est affecté à Richard-Toll ; ce qui fait que les problèmes bucco-dentaires dont souffrent certains ne sont pas faciles à gérer.

Dans la commune on compte 313 personnes enrôlées aux bourses de sécurité familiale avec 243 adhérents classiques dont 56 à jour dans les cotisations, 50 pour la CMU élève. Le service fonctionne difficilement à cause des retards des remboursements par l'Etat.

Tableau 7: Situation du secteur de la santé

INDICATEURS	CARACTÉRISTIQUES
<b>Infrastructures</b>	01 Poste de santé, 01 officine
<b>Personnel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 01 ICP</li> <li>✓ 01 sage-femme d'état ;</li> <li>✓ 02 ASC</li> <li>✓ 02 balayeuses ;</li> <li>✓ 01 gardien</li> </ul>
<b>Ratio poste de santé /Population</b>	1 poste/5.728 habitant Inf. norme de 1/10 000 habitant (OMS)
<b>Ratio personnel qualifié /Population</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 1 Infirmier /5.728 habitants pour une norme de 1/5 000 habitants (OMS) ;</li> <li>✓ 1 SFE/ 1022 FAR pour une norme de 6000 (OMS)</li> </ul>
<b>Équipement et logistiques</b>	16 lits, 01 appareil échographique et 01 ambulance

Source IR2P, PDC Mboumba 2019



## Bilan épidémiologique

Les pathologies les plus courantes sont les maladies tropicales négligées MTN, les infections buccodentaires, la cataracte, les infections respiratoires aiguës (enfants/femmes), les parasitoses et la malnutrition. Par ailleurs, en plus des services médicaux traditionnels offerts, on note le planning familial, les tests de VIH/SIDA et les consultations pré et postnatales.

Les IRA (infections respiratoires aiguës), le rhume, le rhumatisme, l'asthme sont enregistrés secondairement au niveau des structures sanitaires de la Commune. La présence de ces maladies serait liée à la pollution de l'environnement immédiat et les chantiers (poussières).

Les manifestations des changements climatiques constituent une source d'apparition de certaines maladies et les migrants qui sont originaires de la commune de Mboumba ont doté le poste de santé d'une ambulance médicalisée qui assure l'évacuation des malades vers les districts ou vers les centres hospitaliers (Ndioum et Saint-Louis).

En matière de lutte contre la malnutrition, les 09 relais PRN mènent des actions de sensibilisation qui se reflètent sur la baisse considérable des taux de malnutrition dans la commune (MAM 0,4% et 00% de MAS) à savoir les VAD (visites à domicile) qui portent sur le dépistage (mesure de périmètre brachiale), l'allaitement maternel exclusif (AME), l'hygiène corporelle, la distribution de farine enrichie suivis des restitutions régulières au niveau de la commune. Il est important de noter que parmi les causes de la malnutrition, l'assainissement et la qualité de l'eau y jouent une place centrale.

En matière de participation au niveau communautaire, les femmes se font élire dans les comités de développement sanitaire (CDS). Leur participation en matière de prise de décision est très notée avec leur dynamisme et engagement pour la bonne marche de l'infrastructure sanitaire. Elles sont aussi chargées des tâches liées aux soins sanitaires des enfants et des personnes dépendantes (faire et donner à manger, laver, amener à l'hôpital).

Tableau 8: Tableau synoptique du secteur de la santé

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonne couverture sanitaire</li> <li>✓ Proximité de la RN2</li> <li>✓ Besoins des groupes spécifiques bien pris en compte (femmes en âge de procréation/enfants (-5ans/+60ans)</li> <li>✓ Accessibilité des structures sanitaires aux populations</li> <li>✓ Disponibilité du personnel</li> <li>✓ Existence de moyens transports (ambulance) des malades</li> <li>✓ Existence d'échographie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rupture fréquente des médicaments ;</li> <li>✓ Absence de Centre de renforcement nutritionnel</li> <li>✓ Toitures défectueuses</li> <li>✓ Déficit de mobiliers bureautiques</li> <li>✓ Prise en charges des personnes dans le cadre de la CMU non remboursée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Améliorer la qualité du service de santé et des conditions de travail des acteurs</li> </ul>

Source IR2P, PDC Mboumba 2019

## 7. Hydraulique

L'offre est composée de 01 forage d'une capacité de 150 m<sup>3</sup> et de 04 mini-forages (02 fonctionnelles). Le forage est composé de 03 réseaux qui couvrent la commune et 638 branchements particuliers, 11 branchements particuliers et 01 abreuvoir qui offrent à la commune une bonne couverture en matière d'eau potable comme le veut le 6e ODD. Mais les raccordements posent parfois des problèmes liés à l'éloignement du réseau par rapport à certaines concessions, les baisses de pression liées aux tuyaux de petits diamètres du réseau hydraulique (110, 90 et 63). Les pannes récurrentes sont causées par le bouchage du clapet d'évacuation au niveau du réservoir qui est difficile à nettoyer.

Parfois, la mauvaise qualité de l'eau distribuée expose les populations et surtout les enfants à des risques de diarrhée et d'autres maladies hydriques.

Tableau 9: Tableau synoptique du secteur de l'hydraulique

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Existence d'un forage d'une grande capacité</li> <li>✓ Bonne couverture en eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Insuffisance des réseaux de distribution pour les besoins de raccordement des maisons</li> <li>✓ Pannes récurrentes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Améliorer la qualité de l'eau distribuée</li> <li>✓ Renforcer le réseau pour un maillage plus dense</li> </ul>

## 8. Assainissement

En matière d'assainissement, la commune de Mboumba a un taux d'accès global de 90% des ménages aux latrines (611 ménages). Ainsi, 317 ménages ont des latrines adéquates (soit un taux de 47%) et 294 ménages qui ont des latrines traditionnelles (taux d'accès de 53%).

Du fait de l'absence de réseau d'évacuation des eaux usées et de camion vidangeur, les fosses septiques pleines sont vidées dans la nature. Ainsi, une insalubrité notoire s'est installée dans certaines artères de la ville. Ces eaux usées déversées sont très riches en germes pathogènes et très dangereuses pour la santé publique.

Il y a l'existence d'une commission chargée de la Gestion des Ordures Ménagères (GOM) avec 444 adhérents et un paiement de 500f par adhérents et par mois. La collecte et l'évacuation des déchets sont assurées par 02 GIE contractant avec la commune qui transfèrent les déchets vers la décharge communale à l'aide de 04 charrettes. Cette commission souffre du faible taux de recouvrement des ménages.

Malgré ces acquis importants réalisés par la commune, la maintenance de la décharge a fait défaut. La clôture grillagée est détériorée entraînant la dispersion d'une grande quantité de déchets en plastique dans la nature

La décharge mérite d'être réhabilitée. La qualité de cette dernière est catastrophique avec la détérioration de la clôture grillagée qui laisse échapper les sachets plastiques. Il faudra noter que les sachets plastiques sont consommés par les animaux suite à la rareté des pâturages ; ce qui pose un réel problème sur la santé animale et humaine indirectement par la consommation de la viande de ces animaux vendue sur le marché avec l'absence de contrôle lors des abattages clandestins.

Tableau 10: Tableau synoptique du secteur de l'assainissement

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dynamisme des populations dans les actions de lutte contre l'insalubrité</li> <li>✓ Bonne couverture en matière d'accès aux latrines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Absence de système de collecte généralisé</li> <li>✓ Insuffisance de latrines adéquates</li> <li>✓ Mauvaise qualité de la décharge communale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Améliorer la couverture universelle en matière d'assainissement</li> </ul>

## 9. Urbanisme, habitat et cadre de vie

La dynamique territoriale de la Commune de Mboumba est de plus en plus forte. On note une importante extension avec l'apparition de nouvelles zones comme le quartier de Sinthiane et de nouvelles constructions modernes dans les quartiers.

L'absence de lotissement dans les quartiers traditionnels est problématique avec l'étroitesse des rues, des maisons non alignées avec des débordements de clôtures de certaines maisons. Aujourd'hui, on note une généralisation en cours des constructions en ciments en remplacement des habitations traditionnelles qui constituent un signe de réussite sociale dans certains ménages, même si dans certains quartiers, on trouve des maisons en banco qui sont conservées.

Il est aussi important de souligner que les infrastructures communautaires religieuses et non religieuses (hôtel de ville, les mosquées, les cimetières, etc.) sont toutes construites en dures et sont actuellement dans un état délabré pour l'essentiel. Au niveau des 8 Mosquées qui se trouvent dans la commune 02 seulement ne disposent pas d'électricité et d'eau potable dans le quartier de Worgo soit un taux de 80% d'électrification et d'eau potable.

L'éclairage public est un problème majeur, car la Commune de Mboumba est très mal desservie. On compte 16 lampadaires dans l'ensemble de la Commune tous alimentés par la Senelec dont 06 non fonctionnels, soit un taux de 38%. Le quartier de Ndiaybé concentre plus de lampadaires 43%, mais avec seulement 18% de lampadaires fonctionnels. Actuellement, des efforts importants restent à faire dans le renforcement de l'éclairage public, car cette situation pose un réel problème d'insécurité des populations et de leurs biens.

Tableau 11: Situation de l'éclairage public de la commune de Mboumba

Quartiers	Lampes fonctionnelles	Non Fonctionnels	Total
WORG0	2	1	3
THIAMBE	3	0	3
HOSIRDE	2	1	3
NDIAYBE	3	4	7
<b>Total Lampadaires</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>16</b>
<b>Taux</b>	<b>63%</b>	<b>38%</b>	<b>100%</b>

Source IR2P, PDC Mboumba 2019

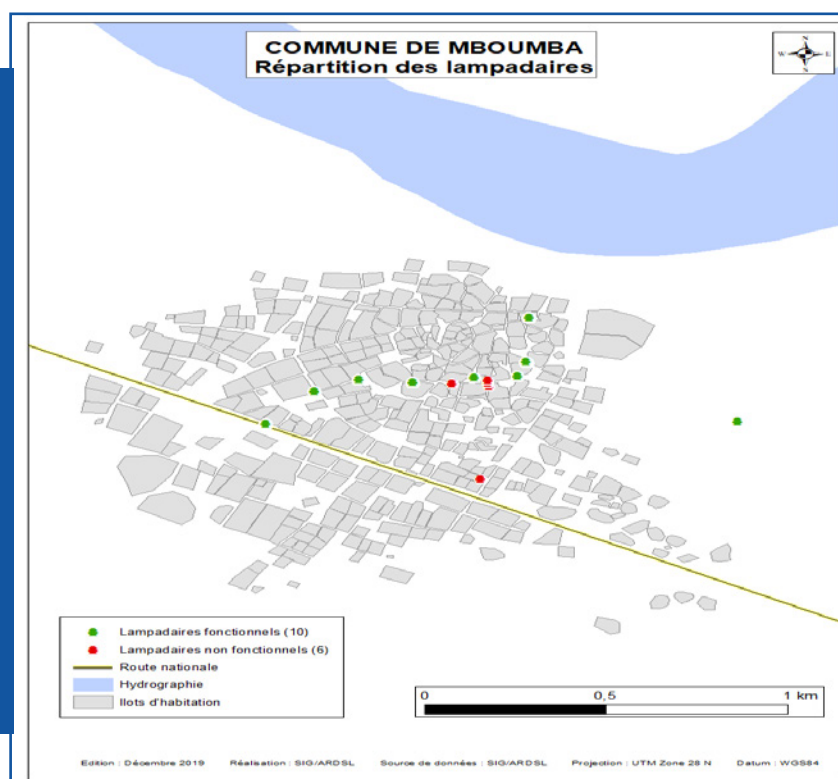


Tableau 12:Tableau synoptique du cadre communal

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Importance des infrastructures religieuses</li> <li>✓ Nombre de quartiers réduits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Faible superficie communale</li> <li>✓ Absence de plan d'urbanisme ;</li> <li>✓ Faible éclairage des quartiers ;</li> <li>✓ Absence de lotissement des quartiers ;</li> <li>✓ Manque d'alignement des concessions ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Améliorer la qualité l'éclairage public dans la commune</li> <li>✓ Améliorer le niveau de lotissement des quartiers de la Commune et élaborer un plan d'urbanisme ;</li> </ul>

## 10. Sports, culture et loisir

### Sports

Les jeunes constituent une importante tranche de la population Communale avec (4046 jeunes sur un total de 5728) soit un taux de 70%. Le football est la discipline la plus pratiquée par les jeunes. Il est une activité spécialement dédiée aux hommes dans la commune même si les jeunes filles sont des amatrices de ce sport et l'athlétisme est pratiqué dans les écoles qui souffrent d'infrastructures sportives.

La commune ne dispose encore de stade pour abriter les compétitions hivernales « Navétanes ».

Cependant, elle compte 8 ASC qui s'activent dans le football et des activités culturelles telles que le théâtre, la danse, etc. Mais ces organisations sont confrontées à des problèmes de reconnaissance juridique, d'infrastructures de qualités (absence de stade, de salle de spectacle) et d'accompagnement financier de la part des autorités.

Composé d'hommes et de femmes, les femmes représentent 37% des membres des ASC de la commune.

Du point de vue organisationnel, ces organisations produisent des rapports réguliers de façon annuelle, mais la plupart d'entre elles ne disposent pas de reconnaissance juridique. Cette situation peut être un obstacle dans la recherche de partenaires financiers.

Il faut reconnaître toutefois que ces jeunes manquent, de formation pouvant leur permettre de participer activement au développement sportif de leur terroir du fait du déficit en infrastructures sportives en particulier dans les établissements.

Dans la commune, on note l'existence de sites historiques (Palais d'Almamy, Grande mosquée), l'organisation de Gamou et de 03 ziara annuels (Thierno Racine, Thierno Mamadou Coumba, et Thierno Demba Niane) qui mobilisent plusieurs personnes venant de partout dans le pays.

Il y a aussi le festival à ciel ouvert de Mboumba qui est organisé et qui convie beaucoup de personnes et d'artistes du monde.



### III. PROFIL ÉCONOMIQUE

#### 1. Agriculture

La commune de Mboumba regorge un potentiel hydroagricole important. En effet, la présence du marigot de Doué offre des possibilités d'irrigation sur une bonne partie des terres de la commune.

Ainsi, elle a un potentiel foncier de 700 hectares avec des aménagements répartis sur deux grandes zones agricoles et des stations de pompage disponibles et 01 SIPA de 40 hectares.

Il y a deux zones déjà aménagées par la SAED :

- ✓ La zone Loboudou 135 hectares aménagés et 5 stations de pompage, mais pas cultivée depuis des années à cause des mauvais aménagements à réhabiliter ;
- ✓ La zone Djigadji 200 hectares avec 4 stations de pompage.

L'agriculture est secteur pas très développé, car les aménagements sont insuffisants, les semences distribuées sont pour la plupart de mauvaise qualité, la rentabilité est revue à la baisse suite aux manifestations du changement climatique (20% niveau national) telles que la rareté de la pluviométrie, l'appauvrissement des sols dû à leur surexploitation, à l'érosion hydrique et éolienne, mais aussi à l'acidification par les résidus de l'engrais chimique, la mauvaise répartition des pluies dans le temps la forte chaleur et la population s'attèle sur d'autres activités telles que le commerce, les services.

En général, l'agriculture du riz et du mil constitue des activités masculines, mais les femmes, les filles et les garçons y participent parfois.

La migration est aussi un facteur de recul de cette activité agricole par la perte de bras valides. Les aménagements disponibles ne sont pas exploités et les migrants qui arrivent se concentrent sur les nouveaux métiers comme la coiffure, la vitrerie, la mécanique et la soudure.

Il est important de noter que le recul de la productivité agricole a un impact sur les comportements alimentaires des ménages avec une ruée vers les produits importés comme les pâtes, les aliments de conserve. Cette situation ne favorise pas le renforcement nutritionnel des repas surtout l'alimentation des enfants de 0 à 5 ans qui y gagneraient plus en consommant les aliments frais et riches en vitamines.

Tableau 13: Tableau synoptique du secteur de l'agriculture

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Fort potentiel hydroagricole et foncier de la commune</li><li>✓ Disponibilité de terres aménagées</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Rareté de la pluviométrie</li><li>✓ Exigüité des aménagements ;</li><li>✓ Faible production du secteur et vouée à l'autoconsommation ;</li><li>✓ Accès à la terre des femmes assez limité ;</li><li>✓ Absence de politiques agricoles étatiques</li><li>✓ Qualité des aménagements relativement mauvaise (qualité des digues)</li><li>✓ Insuffisance de moyens financiers des producteurs</li><li>✓ Faible capacité technique et organisationnelle des acteurs</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Tirer le meilleur parti de la valorisation du potentiel hydroagricole ;</li><li>✓ Accroître l'accès aux superficies aménagées (femmes, jeunes) ;</li></ul>

#### 2. Élevage

C'est aussi un secteur qui n'est pas très développé avec principalement l'élevage de type intensif la production de viande et la vente des sujets les des évènements tels que la Tabaski, la Korité et les Gamou et Magal. Il est important de souligner qu'aujourd'hui sa productivité est revue en baisse suite à la rareté des pâturages, qui est en partie liée aux changements climatiques, même si c'est une activité traditionnelle dans la culture Peulh. Les options d'adaptation restent limitées, car la transhumance qui en est la première est presque impraticable dans la commune et les propriétaires des têtes de bétail sont obligés de se rabattre sur l'achat de l'aliment de bétail qui n'est pas donné à tout le monde.

Cependant, les acteurs soulignent l'absence de POAS « Lappol » dans la commune et de campagnes de vaccination qui justifie la présence de plusieurs maladies (Patalarose « Dioffé », Dermatose nodulaire, la fièvre de la vallée du rift, etc.).

Il est aussi noté le l'absence de politique de l'état orienté vers l'élevage et le vol de bétail fréquent qui entraîne les cas d'abattage clandestin qui pourraient être solutionnés par la construction d'aires d'abattage.

Le développement de cette activité pourrait contribuer à améliorer le revenu des populations et surtout chez les femmes qui constituent la couche la plus vulnérable et qui est la plus impliquée dans l'élevage. La pratique de cette activité implique les hommes, les femmes et surtout les jeunes en ce qui concerne la garde et l'alimentation. La consommation et la transformation des produits issus de ce secteur de l'élevage (lait frais, fromage, graisse, etc.) seraient aussi un facteur de renforcement nutritionnel et de lutte contre les maladies liées à la malnutrition chez les couches vulnérables.

Tableau 14: Tableau synoptique du secteur de l'élevage

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pratique ancrée dans la culture des populations</li> <li>✓ Présence de sources d'eau</li> <li>✓ Proximité de marché d'acheminement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rareté des pâturages ;</li> <li>✓ Fréquence des vols de bétail ;</li> <li>✓ Fréquence de maladies</li> <li>✓ Problèmes liés à la prise en charge de la santé animale.</li> <li>✓ Difficulté d'accès aux aliments de bétail</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appuyer le secteur agropastoral ;</li> <li>✓ Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de protection et de prise en charge effective de la santé du bétail ;</li> </ul>

### 3. Commerce

Le secteur du commerce est très développé dans la commune avec l'existence de plusieurs boutiques dans les quartiers, de restaurants, des cantines de viande sur la route nationale, de 02 marchés permanents et d'un marché hebdomadaire (Louma) tous les dimanches.

Le petit commerce porte sur les produits du secteur primaire à travers les marchés hebdomadaires, les articles manufacturés, etc. On trouve parmi les commerçants toutes les couches de la population, mais les femmes en constituent les dominantes. Chez les hommes en particulier, les revenus tirés du petit commerce sont perçus comme des compléments à l'agriculture ou à l'élevage.

L'accessibilité de la commune grâce à la traversée de la RN2 offre aux acteurs économiques la possibilité d'écouler les productions agricoles (le riz, le maïs, les produits maraichers), les produits forestiers (murtoode/mucceteede et jaabe) et de vendre des animaux domestiques (bovins, ovins et caprins).

Le secteur du commerce implique plusieurs acteurs qui viennent de partout du pays. Ainsi il constitue une cause d'arrivée des migrants constitués essentiellement de jeunes, femmes et adultes qui viennent du Baol, du Djolof, du Walo et de la Casamance.

Il est important de souligner que l'activité du commerce regroupe plus de femmes qui utilisent ces revenus pour les dépenses quotidiennes, les frais de scolarité des enfants et les dépenses de santé.

Le commerce joue aussi un rôle important dans l'équilibre alimentaire des populations par la vente des produits maraichers frais venant du walo, du poisson, et des fruits qui contribuent au renforcement nutritionnel dans les ménages et surtout chez les enfants.

Tableau 15: Tableau synoptique du secteur du commerce

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présence de plusieurs boutiques</li> <li>✓ Existence louma</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Difficulté d'approvisionnement du fait de l'éloignement et de l'état de la route</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appuyer le secteur du commerce par l'accompagnement des acteurs à travers l'installation de banques et structures financières</li> </ul>

### 4. Pêche

Elle est pratiquée dans le marigot de Doué par les « thioubalo ». Très développée dans le temps, la pêche est aujourd'hui en net recul dans la commune du fait que le Doué a perdu une bonne partie de sa richesse. Les populations ont pointé du doigt, les rejets des eaux de drainage des agrobusiness, la mise en place d'infrastructures hydrauliques comme les barrages, les plantes aquatiques envahissantes et l'accès aux crédits. Elle a un caractère très artisanal et a un impact faible sur l'économie de la commune. Les populations ont néanmoins exprimé un besoin de développer la pisciculture. La construction d'un étang piscicole permettrait ainsi de valoriser les potentialités existantes dans ce secteur ainsi que les métiers liés à cette pêche artisanale (transformation, séchage et vente) dans la commune de Mboumba.

Tableau 16: Tableau synoptique du secteur de la pêche

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Proximité du marigot L'expérience des Thioubalo en pêche fluviale</li> <li>✓ Navigabilité du fleuve</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Vétusté des équipements</li> <li>✓ Rareté des ressources halieutiques</li> </ul>	Promouvoir le développement de la pisciculture

## 5. L'artisanat

Les différents types d'activités du secteur sont : Sculpture, Poterie, Menuiserie (ébéniste et métallique), Tissage, Bijouterie, Couture, Cordonnerie, etc. La commercialisation des produits artisanaux se fait dans le marché local et dans les Louma. Cette activité est plus pratiquée par les femmes qui y gagnent des revenus destinés aux dépenses familiales. Mais aujourd'hui, ce secteur est menacé par l'importation de produits mobiliers qui ne sont pas de bonne qualité (lits, meubles, bijoux et tissus imprimés par les Chinois à Dakar).

Le manque d'équipements, le manque d'organisation des acteurs et l'accès difficile aux crédits constituent les principales contraintes qui bloquent encore l'essor du secteur de l'artisanat dans la commune.

Tableau 17: Tableau synoptique du secteur de l'artisanat

ATOUTS	CONTRAINTES	DEFIS
Existence de plusieurs acteurs (cordonniers ; menuisiers ; tailleurs ; potiers ; sculpteurs ; etc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manque d'équipements et de moyens financiers</li> <li>✓ Absence de sites d'exposition</li> </ul>	Appuyer les acteurs de l'artisanat pour rendre les produits compétitifs

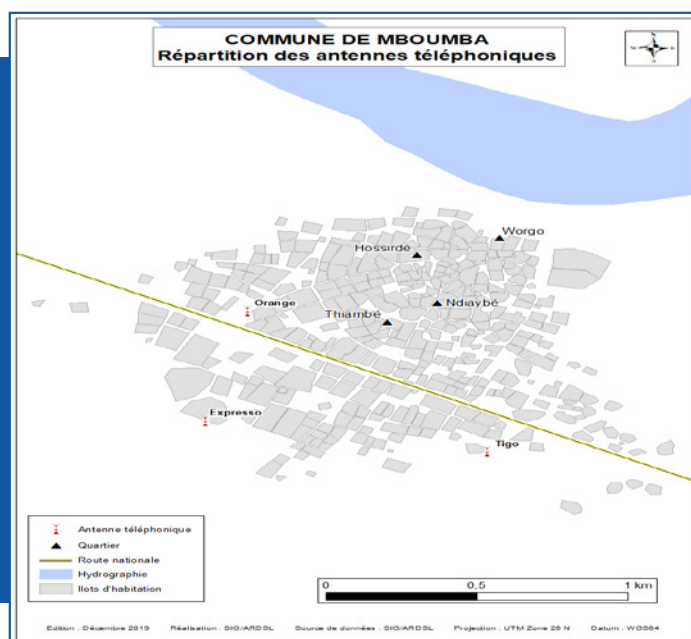
## 6. Transport

La mobilité des personnes et des biens est très développée dans la commune. Ainsi, le transport est composé du transport terrestre et fluvial avec le passage des personnes vers la partie walo et ile à Morphile. Cependant l'état de la route et l'absence de gare routière constituent un obstacle dans la réglementation de ce secteur qui connaît des problèmes avec certains véhicules qui s'arrêtent à Ndioum. La mobilité est plus accentuée vers les capitales urbaines Dakar, Saint-Louis, mais aussi vers les autres comme au moment des Louma par des bus, des minicars et des charrettes.

## 7. Télécommunications et Services financiers

En matière de téléphonie, la commune a une bonne couverture en réseau avec la présence tous les opérateurs et la présence de 03 pylônes d'antennes réseau et la disponibilité aussi de l'internet mobile en 3G même si la 4G n'est pas encore arrivée dans la zone, les utilisateurs sont satisfaits, car l'accès à internet toutes les heures de journée est bon.

La commune a un bureau de poste qui polarise plusieurs localités des communes de Meri et Bokki Dialloubé avec les transferts et retraits d'argents qui sont possibles. Par ailleurs, l'importance de la population en migration a conduit à l'implantation des structures de transferts d'argent dans la commune (Moneygram, Western Union, etc.). On note également les multiservices qui assurent les transferts nationaux d'argent avec les finances mobiles telles que Orange Money, Free Money).



## IV. PROFIL GOUVERNANCE

### 1. Le conseil municipal

Le conseil municipal de la Commune de Mboumba est composé de 40 conseillers avec une représentativité de 40% de femmes (24 hommes et 16 femmes). Le conseil municipal est installé avec 11 commissions.

L'administration municipale est assurée par le secrétaire municipal et 7 autres agents, constitués de permanents : 1 régisseur des recettes, 1 agent état civil et de temporaires dont 2 collecteurs de recettes et 01 technicienne de surface. Il faut noter que depuis l'évaluation de la performance de la Commune. Cependant on note l'inexistence de comptable des matières.

En termes d'équipements, la Commune doit faire un très grand effort en renforçant les conditions de travail du personnel et de l'accueil des populations.

Le budget de la Commune de MBOUMBA a connu une évolution irrégulière en matière de réalisation budgétaire pendant les trois dernières années.

- ✓ En 2016, avec un budget prévisionnel de 59 909 404 FCFA, la commune a fait un taux de réalisation de 39,31% soit un montant de 23 550 169 FCA avec un budget d'investissement important, mais elle a fait un taux d'investissement de 20% .
- ✓ En 2017, la commune a connu une augmentation budgétaire et a fait un taux de réalisation de 54,13% pour un montant prévisionnel de 69 210 136 FCFA et une réalisation de 37 463 867 FCFA.
- ✓ En 2018, avec une légère baisse du budget, elle se retrouve avec un taux de réalisation de 51,16% avec des prévisions d'investissement de 49 886 166 FCFA elle a fait un taux de réalisation en investissement de 53,44%.

Il est important de noter que la commune est confrontée à de faibles dépenses du budget d'investissement. Ce qui peut être mis en corrélation avec la note obtenue au niveau de la mesure de performance de la commune. Cette dernière pourrait être justifiée par une prise en charge encore insuffisante des compétences transférées en matière de prise en charge des besoins prioritaires des populations.

Tableau 18: Evolution du budget de la commune de Mboumba 2016 à 2018

RECETTES (en millions)		ANNÉES		
		2016	2017	2018
<b>Fonctionnement</b>	Prévisions	59 909 404	69 210 136	67 092 736
	Réalisations	23 550 169	37 463 867	34 324 222
	Taux réalisation	39,31%	54,13%	51,16%
<b>Investissement</b>	Prévisions	79 387 331	69 528 026	49 886 166
	Réalisations	13 000 000	14 000 000	26657710
	Taux réalisation	16,38%	20,14%	53,44%
<b>Total Recettes / Dépenses</b>	Prévisions	NF	NF	NF
	Réalisations			
	Taux réalisation			

Source IR2P, PDC Mboumba 2019

### 2. Mesure de performance de la commune

Les mesures des performances publiques (MPP) de la commune de Mboumba ont donné un score de 51 sur 100 ; ce qui la situe dans la catégorie des « Performances Assez Bonne ». Cependant cette moyenne traduit des situations diverses dans les trois domaines qui ont fait l'objet de cette mesure

Tableau 19: Mesure de performance de la commune de Mboumba

Domaines	Critères	Notes 2018	Notes max
Domaine 1 : Capacités de la commune à satisfaire les besoins prioritaires des populations	Accès aux services sociaux de base	6	11
	Promotion du développement économique local (DEL)	6	9
<b>Total domaine 1</b>		<b>12</b>	<b>20</b>
Domaine 2 : Capacité de pilotage institutionnel, technique et financier de la commune	Gestion administrative	8	19
	Gestion technique	5	16
	Gestion fiduciaire	12	22
<b>Total domaine 2</b>		<b>25</b>	<b>57</b>
Domaine 3 : Participation citoyenne dans la gestion des affaires locales	Cadre institutionnel de la participation et accès à l'information	11	15
	Engagement des citoyens	3	8
<b>Total domaine 3 :</b>		<b>14</b>	<b>23</b>
<b>Note globale de performance de la commune</b>		<b>51</b>	<b>100</b>

Cette performance reflète une faible gestion administrative et fiduciaire, mais également d'une faible participation des populations au niveau de la gestion des affaires locales.

Sur le plan de la gestion technique, on note des faiblesses avec un personnel réduit et une absence de prises en compte des travaux d'entretien dans le budget de la commune.

Également, la capacité de la commune à satisfaire les besoins des populations dépasse faiblement la moyenne. Ceci est surtout dû à l'absence de plan d'investissement annuel et à la non-prise en compte des besoins spécifiques des femmes.

Contraintes majeures :

- ✓ Faible implication des populations
- ✓ Insuffisance de moyens (financiers, matériels et techniques) ;
- ✓ Absence de partenaire de DEL ;
- ✓ Faiblesse de la contribution des impôts et taxes ;
- ✓ Non-maîtrise de l'assiette fiscale ;
- ✓ Absence de ressources supplémentaires pour la mise en œuvre des initiatives de promotion de la santé (infrastructures et équipements) ;
- ✓ Surcharge d'activités dans le plan d'investissement avec absence de moyens financiers et personnels ;
- ✓ Faiblesse carnet d'adresses de partenaires.
- ✓ Faiblesse des moyens de gestion administrative, technique et financière ;
- ✓ Insuffisance des équipements de fonctionnement ;
- ✓ Faible participation des populations à la vie de la Commune ;
- ✓ Manque d'innovation dans la recherche de ressources ; additionnelles et faiblesse des recettes ;

## 2. Dispositif de bonne gouvernance

Dans le cadre de la promotion de la gouvernance à travers l'implication des citoyens, la Commune de Mboumba a mis en place des conseils de quartiers (CCQ) qui regroupent l'ensemble des représentants des organisations communautaires, des services déconcentrés et personnes et autres acteurs de la société civile créée en 2009.

Elle a aussi mis en place des délégués de quartiers, dans les quatre (04) quartiers de la Commune ceci, dans une perspective de promotion de la participation citoyenne dans la gestion des affaires locales. Ces délégations locales sont composées de 04 délégués, dont deux femmes qui gèrent la délégation des quartiers de Worgo et Thiamlbé.

Le renforcement de cette participation citoyenne au développement Communal se manifeste également par la réalisation de plusieurs projets en cours, il s'agit notamment du projet SIPA (Société d'Intensification de la Production Agricole), initié par la Commune et de la construction de la maison du citoyen dédiée à la jeunesse, à la culture et au loisir sous financement communal

### 3. Dynamique organisationnelle de la commune

En matière de tissus associatifs, on note 08 ASC et 35 Groupements qui regroupent 7 110 personnes avec 85,4% de femmes et 14,6% d'hommes.

Les 28 Groupements que dispose la commune sont essentiellement composés de femmes même si on note quelques hommes. Ils évoluent dans la promotion économique et féminine à travers le développement de petites sommes sur des activités économiques, les périmètres maraichers, la transformation et les « tontines ». Du point de vue administratif, certains groupements bénéficient de reconnaissance juridique et d'autres n'en bénéficient pas. Cette situation fait qu'ils sont en marge des programmes de l'Etat comme le PUDC, qui offrent des équipements et des fonds.

Le niveau de participation des membres de ces organisations communautaires aux réunions du conseil municipal est très même s'ils sont toujours invités lors de ces dernières. Ce qui entraîne un déficit d'information et de participation citoyenne à la mobilisation des ressources pour le développement de la collectivité territoriale.

Il est important de souligner qu'entre la commune et ses organisations communautaires il existe des protocoles d'accord même si l'appui financier est faible. Certaines de ces organisations disposent d'équipements de cogestion qui génèrent des ressources financières comme la location de chaises, bâches et des moulins. Mais elles sont caractérisées par une faible capacité technique et financière.

Ces structures qui regroupent plus de jeunes et de groupes vulnérables n'ont également pas accès aux financements de projets de développement socioéconomique. Ainsi, un besoin de redynamisation de ces organisations par un renforcement de la dynamique institutionnelle et d'un accompagnement financier.

Tableau 19: Mesure de performance de la commune de Mboumba

Contraintes	Défis
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Insuffisance de moyens (financiers, matériels et techniques)</li> <li>✓ Faiblesse dans l'appropriation des initiatives de développement local</li> <li>✓ Absence de mécanisme /outils de suivi et évaluation effets /impact des projets et programmes de développement local</li> <li>✓ Faiblesse de la contribution des impôts et taxes</li> <li>✓ Carnet d'adresses de partenaires insuffisant</li> <li>✓ Faible capacité à mobiliser les services techniques</li> </ul>	<p><b>Améliorer les revenus de la commune par le renforcement de capacité du personnel et la mise en place d'outils de suivi-évaluation</b></p>

## TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE MBOUMBA

### V. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Au regard des orientations internationales et nationales marquées par l'adoption des Objectifs de développement Durable à l'horizon 2030, du Plan Sénégal Emergent à l'horizon 2035, de l'Acte 3 de la décentralisation à l'horizon 2022 « territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable » et de la Vision de développement du Département de Podor, la Commune de MBOUMBA s'est inscrite dans une vision optimiste. En effet, ce Plan de Développement Communal (PDC) s'inscrit dans une vision réaliste avec des stratégies appropriées pour ériger MBOUMBA en « un pôle de services de promotion économique et touristique ».

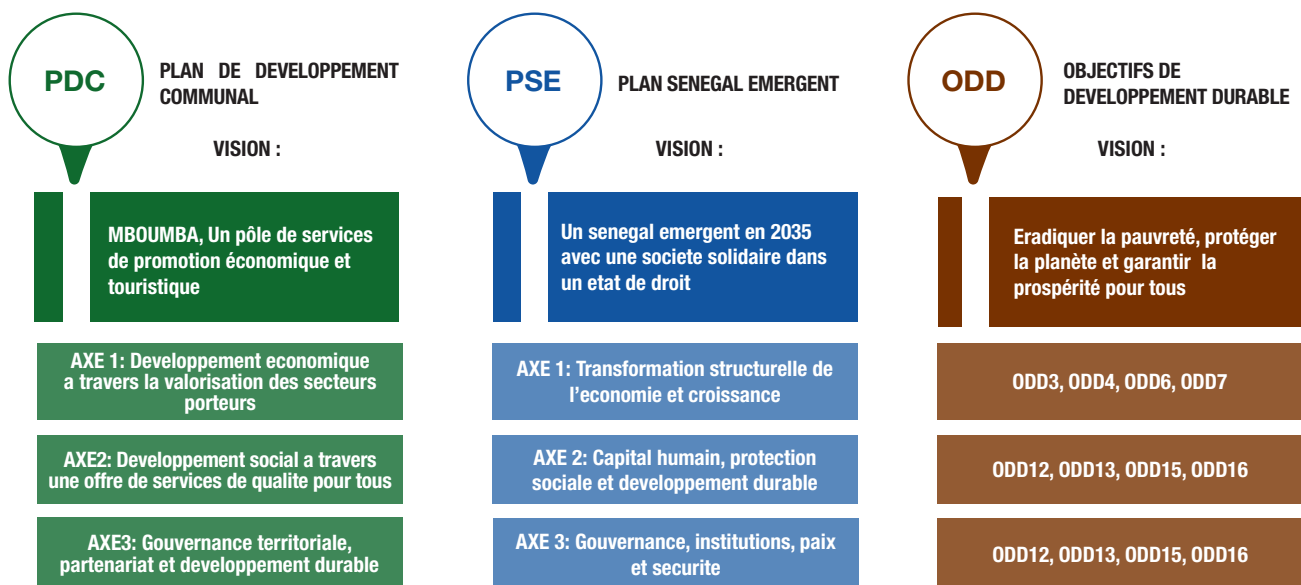
#### 5.1. Objectifs et Stratégies de développement

Cette vision est non seulement motivée par les potentialités et réalités socio-économiques et culturelles que présente la commune, mais également les défis qu'elle entend présentement relever. A travers cette vision, il s'agit de faire de MBOUMBA :

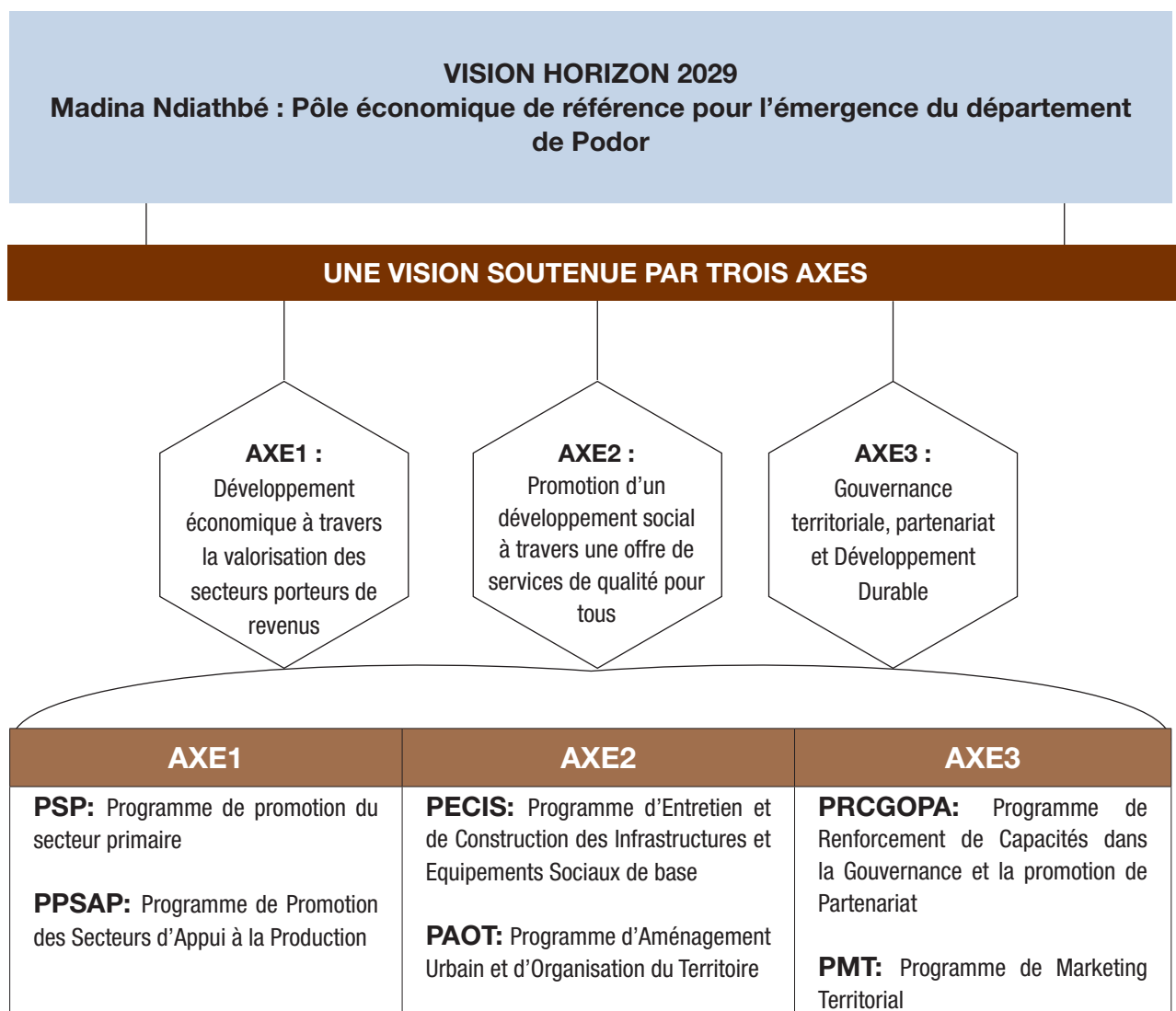
- Une commune moderne axée sur le social et les services ;
- Une commune attrayante pour valoriser son potentiel économique ;
- Un pôle culturel moderne de la zone Nord

#### Graphique N°7 : Articulation entre le PDC et le PSE

La vision de développement de la commune de MBOUMBA repose sur trois axes en phase avec les orientations du PSE :



Vision et programmes de la commune de Mboumba à l'horizon 2023



**LES PROGRAMMES ET OBJECTIFS PAR AXES :**

Le Plan de développement de la commune de Mboumba repose sur sept (06) programmes qui regroupent l'ensemble des secteurs.

## AXE 1 : Développement économique à travers la valorisation des secteurs porteurs de revenus

### Programme 1 : Programme de promotion du Secteur Primaire (PSP)

Ce programme est un maillon essentiel de la croissance économique locale et de la création de richesse. Il permet l'effectivité de la double culture irriguée, la valorisation des cultures de décrue, l'augmentation des capacités productives de l'agriculture.

Il est aussi attendu de ce programme d'une part, une redynamisation de la pêche à travers l'aquaculture et, d'autre part, un accroissement de la production de viande sans oublier aussi le secteur artisanal.

OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS
Améliorer les secteurs productifs	Booster les performances et augmenter la productivité des secteurs productifs	Les performances sont boostées et la productivité des secteurs productifs a augmentée
	Redynamiser la pêche artisanale	La pêche artisanale est redynamisée
	Accroître la productivité et faire la promotion de l'artisanat	L'artisanat est promu et sa productivité est accrue

### Programme 2 : Programme de Promotion des Secteurs d'Appui à la Production (2PSAP)

Ce programme passera par la réalisation de pistes de désenclavement et d'ouvrages de franchissement sur les cours d'eau afin de rendre pérenne la circulation des personnes et des biens. Il permet, entre autres, de promouvoir l'énergie renouvelable, la construction de pistes au profit de la production et des routes dans les grandes artères de la commune.

OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS
Améliorer les secteurs d'appui à la production locale	Faciliter la circulation des biens et des personnes	La circulation des personnes et des biens est facilitée
	Développer les énergies renouvelables pour booster la production	La production agricole est boostée grâce au développement des énergies renouvelables

## AXE 2 : Relever le social à travers une offre de services de qualité

### Programme 3 : Programme d'Entretien de Construction des Infrastructures et Equipements Sociaux de base (PECIS)

Ce programme vise à améliorer l'accès aux services sociaux de base, mais également la qualité des services offerts. Cela passe par la résorption du déficit d'infrastructures et d'équipements noté dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique, etc. Ainsi les conditions de vie des populations de la commune se trouveront nettement améliorées.

OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS
Améliorer la qualité de l'offre et l'accès aux services sociaux de base	Relever le niveau de couverture en infrastructures sociales de base	La couverture en infrastructures sociales de base est relevée
	Améliorer l'environnement scolaire et sanitaire	L'environnement scolaire et sanitaire est relevé
	Améliorer les conditions d'accès aux services sociaux de base de la commune.	les conditions d'accès aux services sociaux de base de la commune sont améliorées.

### Programme 4 : Programme d'Aménagement Urbain et d'Organisation du Territoire (PAOT)

Ce programme ambitionne d'améliorer le cadre de vie des populations. Cela passera, entre autres, par une amélioration du mode d'occupation du sol pour l'habitat, un assainissement et une gestion des ordures ménagères qui constitue une problématique nationale et un grand chantier de l'Etat pour un mieux-être des populations.



OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS
Améliorer le cadre vie de la population	Doter la commune d'un plan d'urbanisation	la commune est dotée d'un plan d'urbanisation
	Restructurer la commune	La commune est restructurée
	Gérer de façon efficace les déchets solides et les eaux usées	Les déchets solides et les eaux usées sont gérés efficacement

### AXE 3 : Gouvernance territoriale, partenariat et développement durable

#### Programme 5 : Programme de Renforcement de Capacités dans la Gouvernance et la promotion de Partenariat (PRCGOPA)

OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS
Renforcer la performance de Collectivités Territoriales dans la gouvernance et le partenariat	Améliorer le niveau de compétence technique et matériel de Commune	Le niveau de compétence technique et matériel de Commune est amélioré
	Trouver de nouveaux partenaires	De nouveaux partenaires sont trouvés

#### Programme 6 : Programme de Marketing Territorial (PMT)

Le conseil municipal, responsable du développement économique et social de MBOUMBA, ambitionne de rendre le territoire communal attractif en s'appuyant sur une stratégie de marketing territorial qui met en exergue ses ressources et potentialités. Cela permettra de consolider un partenariat fécond dans le cadre de la coopération décentralisée surtout dans le cadre du Festival Sahel Ouvert.

OBJECTIF GÉNÉRAL	OBJECTIFS SPECIFIQUES	RESULTATS
Développer des stratégies de mobilisation des ressources	Favoriser une gouvernance participative et transparente	Une gouvernance participative et transparente est pratiquée
	Renforcer la communication pour une meilleure visibilité de la commune	La communication pour une meilleure visibilité de la commune est renforcée

## QUATRIEME PARTIE : STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-ÉVALUATION

Dans cette quatrième partie, il s'agira d'analyser le PIL, de poser les jalons pour aller vers le forum des partenaires, de la mise en œuvre du PIL et du mécanisme de suivi-évaluation.

### I. ANALYSE DU PIL

#### 1.1. Répartition du PIL par axes stratégiques

Le PIL de la Commune de MBOUMBA quinquennal à l'horizon (2020-2025) tourne autour de 65 projets pour un montant global 2 071 300 000 FCFA soit en moyenne un besoin annuel d'investissement de près de 414 260 000.

- ✓ L'Axe1 comprend l'économie locale et ses secteurs d'appui et concentre 1 330 500 000 FCFA soit 64% du montant global. Il regroupe l'aménagement et la production agricole, la modernisation de l'élevage et de la pêche, le renforcement du commerce et de l'artisanat ainsi que les sous-secteurs du transport et du désenclavement.
- ✓ L'Axe 2 mobilise sur les 5 ans 664 800 000 FCFA soit 32% du budget. Il s'appuie sur l'amélioration des services sociaux de base, les changements climatiques, la santé nutritionnelle, la migration et l'amélioration du cadre de vie des populations.
- ✓ L'Axe 3 mobilise 71 000 000 FCFA soit 04% du financement et prend en charge la promotion de la gouvernance locale, la formation et la redynamisation du tissu partenarial de la commune.

### II. SOURCE DE FINANCEMENT

Un forum des partenaires est prévu pour étendre le cadre partenarial autour de l'Etat à travers ses programmes d'appui au développement local en collaboration avec les partenaires techniques et financiers (PTF), la coopération décentralisée, les conventions de financements, les appels à projets en vue de réaliser les projets prioritaires ... En ce sens, la mise en contribution des ressources propres (finance locale) est fortement attendue pour servir d'échelle aux financements, la gestion du patrimoine public local et la pérennisation des programmes et projets.

Ces multiples opportunités seront efficacement explorées et exploitées avec l'accompagnement étroit de l'ARD dans l'objectif d'atteindre un taux de réalisation d'au moins de 85 % à l'échéance du plan de développement communal. Par ailleurs, une recherche permanente de partenaires sera enclenchée avec l'appui des personnes ressources (émigrés) et à travers le site communal.

### III. LA MISE EN ŒUVRE DU PIL

#### 3.1 Élaboration du Programme d'Investissement Annuel (PIA)

Après acquisition ou promesses de financements (propres et extérieurs), le Programme d'Investissements Annuel et un planning d'actions doivent être élaborés avant le vote du budget. De facto, il doit faire l'objet d'une communication auprès des populations et transmis à l'ARD pour son intégration dans le programme annuel d'investissements et d'actions de la région qui fera figure à la conférence régionale d'harmonisation annuelle sous la présidence du Gouverneur.

#### 3.2. La mise en œuvre du programme annuel d'investissement

Le conseil municipal, avec l'appui technique de l'ARD (ingénierie de projets et le contrôle de qualité des ouvrages) constitue le maître d'ouvrage des projets du PDC. La mise en place d'une commission des marchés est de rigueur pour la conformité et une meilleure efficacité.

### IV. LE MECANISME DE SUIVI ÉVALUATION

#### 4.1. Le suivi évaluation de la mise en œuvre

Dès lors où des programmes ou des projets sont enclenchés, il revient au comité de suivi d'assister, de veiller et de rapporter sur l'état d'avancement à chaque étape du processus afin de permettre une meilleure prise de décisions et l'atteinte des résultats (GAR).

Sous la présidence de l'exécutif local, le comité technique restreint est élargi aux présidents de commissions, cadres de concertations et partenaires et OCB pour une meilleure représentativité des acteurs de développement.

Les rencontres seront organisées :

- ✓ Rencontre trimestrielle pour le suivi des projets en cours.
- ✓ Rencontre semestrielle pour le suivi de la matrice /secteur
- ✓ Rencontre annuelle pour évaluation du PIA décliné.

#### 4.2. L'évaluation du PDC

À l'issue du plan quinquennal, l'évaluation est incontournable pour mieux cerner le rapport entre les orientations, les ressources mobilisées et les résultats réels du plan local. Il va consister à apprécier les indicateurs mesurables ci suit :

- ✓ Le taux de réalisation physique et financière,
- ✓ Les financements sur fonds propres,
- ✓ Les financements des partenaires,
- ✓ Le nombre de projets hors plan,

Une banque de données, avec l'appui de l'ARD, sera établie à travers un système d'archivage informatisé en vue de mieux orienter les interventions ultérieures (CL, Etat Partenaires).

### PLAN D'INVESTISSEMENT LOCAL DE LA CIOMMUNE (2020 – 2024)

Projet	Descriptif	Secteur	Localisation	Coût (en milliers FCFA)	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
<b>AXE 1 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE A TRAVERS LA VALORISATION DES SECTEURS PORTEURS DE REVENUS</b>									
<b>1. Programme de promotion du secteur primaire (PSP)</b>									
Extension des aménagements agricoles de Djigadji ;	Aménagement de 100 hectares dans la zone Djigadji pour reprendre la pratique de l'agriculture dans cette zone qui est abandonnée aujourd'hui	AGRICULTURE		100 000	30 000	30 000	15 000	15 000	10 000
Acquisition de semences de qualités pour les producteurs	Disposer de semences certifiées de qualité à cycle court et d'intrants disponibles à temps pour la production ;	AGRICULTURE		10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Réhabiliter des aménagements hydro agricoles	Réhabiliter les aménagements hydro agricoles dans la zone de Loboudou Mboumba 134 ha	AGRICULTURE		50 000	20 000	20 000	10 000		
Acquisition de matériel agricole	Doter les producteurs de la commune de 02 tracteurs offset, Billonneuse et 01 moissonneuse	AGRICULTURE	COMMUNE	80 000	50 000	20 000	10 000		
Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des acteurs ;	organiser des sessions de renforcement de capacités techniques et organisationnelles des producteurs	AGRICULTURE		5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Installer une barrière de protection des zones de production agricole ;	Mettre en place une barrière de protection des zones de production agricole pour barrer la divagation des animaux ;	AGRICULTURE		3 000	2 000	1 000			

Accompagner les producteurs dans le traitement phytosanitaire ;	organiser des sessions de renforcement de capacités sur les techniques de traitement phytosanitaire	AGRICULTURE		2 500	500	500	500	500	500	500
Construire un magasin de stockage dans la Commune ;	Construire un magasin de stockage moderne pour entreposer les produits agricoles avant leur vente	AGRICULTURE		5 000	3 000	2 000				
Construction d'un pont	Construire un pont 300 m sur le Fleuve Doué pour l'accès aux terres agricole de l'île à Morphil ;	AGRICULTURE		200 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Construction d'une rizerie	Construire une rizerie capable de prendre en charge les maillons de la chaîne de production de la filière riz	AGRICULTURE	COMMUNE	60 000	30 000	20 000	10 000			
Améliorer la conservation des marchandises et des produits périssables par la création d'un magasin de stockage et d'une chambre froide ;		AGRICULTURE		10 000	5 000	3 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Développer la culture fourragère dans la Commune de Mboumba ;	délibération d'une superficie de 02 ha pour la culture fourragère	ELEVAGE		5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Mettre en place des comités de veilles et de surveillance dans la Commune ;	organisation des jeunes en comités de veilles et de surveillance pour limiter le vol du bétail	ELEVAGE		5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Sensibiliser des éleveurs et renforcer la prophylaxie ;	organisation de séance de sensibilisation pour le renforcement de la prophylaxie	ELEVAGE		2 000	1 000	1 000				

Réhabiliter le magasin de stockage ;	réhabilitation du magasin de stockage pour assurer sa durabilité et éviter la destruction des stocks	ELEVAGE		200 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	
Introduire la race bovine améliorée dans la Commune ;	mettre en place une unité d'embouche bovine pour améliorer la production de viande et de lait	ELEVAGE		10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Renforcer en quantité et la qualité de la subvention en aliment de bétail ;	augmentation de la somme allouée à la subvention de l'aliment de bétail	ELEVAGE		10 000	5 000	2 000	2 000	2 000	1 000	
Aménager des bassins de rétentions au niveau des points bas et séances ;	mettre en place des bassins de rétention pour faciliter l'abreuvement des animaux	ELEVAGE		30 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
Développer la pisciculture/aquaculture dans la Commune de Mboumba ;	mettre en place 02 unités piscicole et aquacole pour pallier à la rareté des poissons	PECHE		8 000	3 000	3 000	2 000	2 000		
<b>Total Programme 1</b>				<b>795 500</b>	<b>262 500</b>	<b>215 500</b>	<b>161 500</b>	<b>130 500</b>	<b>73 500</b>	
<b>2. Programme de Promotion des Secteurs d'Appui à la Production (2PSAP)</b>										
Créer des postes de « Djouti » à l'entrée de la Commune de Mboumba ;	Eriger des postes de « Djouti » à l'entrée de la Commune de Mboumba pour accroître la fiscalité locale;	TRANSPORT		1 000	1 000					
Créer un aire de stationnement dans la zone du site de Louma ;	construction d'une aire de stationnement pour faciliter la circulation des personnes et des biens dans le site de Louma	TRANSPORT		2 000	2 000					



Acquisition de matériels didactique pour la case des tout petits	Acquisition de (10) chaises, (03) nattes,(05) tables, manuels et jouets pour la CTP	Education	CASE DES TOUT PETITS	3 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000		
Construction de cantines scolaires	Mise en place de cantines scolaires au niveau de la (CTP) et (école 1 de Mboumba)	Education	ECOLE1, CTP	500	250	250	250	250			
Construction de rampes	Construire des rampes au niveau des salles de classe des écoles afin de faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite	Education	COMMUNES	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Construction de latrines	construire des latrines séparées filles/ garçons dans l'école Cheikh Bandel Wane	Education	ECOLE 1	2 000	500	500	500	500	500	500	
Construction de salles de classes	Construction de 02 salles de classes dans l'école 02 pour éradiquer les abris provisoires	Education	ECOLE 2	4 000	2 000	2 000	1 000	1 000	1 000		
Construction et équipement d'un centre de santé	Construire un centre de santé pour améliorer la capacité d'accueil	SANTÉ	COMMUNE	500 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Acquisition de groupe électrogène	Acheter un groupe électrogène pour le poste de santé afin de pallier aux coupures d'électricité	SANTÉ	POSTE DE SANTÉ	800	500	500	300	300			
Acquisition de mobiliers de bureau	Acheter 04 tables, 20 des chaises, 02 imprimantes et accessoires pour le poste de santé	SANTÉ	POSTE DE SANTÉ	1 500	500	500	500	500	500		

Construction d'un logement pour la sage-femme	Construire un logement de 02 chambres salon et cuisine pour la sage-femme au sein du poste	SANTÉ					3 000	1 000	1 000	1 000	1 000		
Contractualisation avec un dentiste	Recruter un dentiste qui va assurer la prise en charge de personnes souffrantes de maladie buccodentaires	SANTÉ	CABINET DENTAIRE			6 000	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200		
Construction et équipement d'un siège pour la mutuelle de santé	Construire un siège dans la commune pour les bénéficiaires des mutuelles de santé	SANTÉ	COMMUNE			2 500	500	500	500	500	500		
Acquisition d'équipements pour le poste de santé	Acquisition de masques à oxygène de 10 tensiomètres, de 10 boîtes d'accouchement, 10 boîtes pansement, 20 blouses, 1 frigo, 4 lampes baladeuses, 1 table d'accouchement, 50 otoscopes, 10 biométries, 2 tables de consultation	SANTÉ	POSTE DE SANTÉ			5 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000		
Extension et densification du réseau	Changement et recalibrage du réseau de distribution d'eau potable de la commune afin de lutter contre les baisses de pression fréquentes	HYDRAULIQUE	COMMUNE			50 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000		10 000
Entretien et maintenance du forage	Organiser des sessions de formation pour les membres du comité de gestion des forages sur les techniques de nettoyage du	HYDRAULIQUE	FORAGE			2 000	1 000	1 000	1 000	1 000			



forage	sur les techniques de nettoyage du réservoir du forage																		
Acquisition de batteries et d'onduleur pour le forage	Acheter des batteries et de plaques solaires pour pallier aux coupures récurrentes d'électricité pendant les périodes de chaleur		FORAGE	3 000	3 000					3 000									
Renouvellement des instances de l'ASUFOR	Mettre en place un nouveau bureau de la commission chargée de la gestion du forage pour une meilleure gouvernance du secteur		COMMUNE	500	500					500									
Formation du conducteur du forage	Mettre à niveau le conducteur du forage sur les premières maintenances du forage en cas de panne		FORAGE	500	500					500									
<b>Total Programme 3</b>				<b>610 300</b>	<b>132 950</b>					<b>126 750</b>									<b>117 700</b>

#### 4. Programme d'Aménagement Urbain et d'Organisation du Territoire (PAOT)

Construction d'un centre de tri des ordures ménagères	Construction de 2 centres de tri secondaires des ordures ménagères (Thiambé et Hossirdé) et (Worgo et Ndiaybé)		ASSAINISSEMENT ET CADRE DE VIE	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000										
Construction d'un centre principal de valorisation des déchets	Mettre en place un centre de tri et de valorisation des déchets pour lutter contre les dépôts sauvages et la prolifération des sachets plastiques dans la nature		ASSAINISSEMENT ET CADRE DE VIE	15 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000										
Réhabilitation de la décharge d'ordures	Clôturer la décharge qui n'est plus sécurisée		ASSAINISSEMENT ET CADRE DE VIE	2 000	1 000	1 000													

Amélioration du système de collecte des ordures (augmentation des charrettes, motivation des relais, prise en charge sanitaire des collecteurs, acquisition d'équipements pour les collecteurs)		5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
	ASSAINISSEMENT ET CADRE DE VIE									
Acquisition d'équipements pour les 2 GIE	Acheter du matériel de nettoyage (20 broquettes, 20 râdeaux et tiges, 20 pelles et tiges, 20 forches et tiges, 500 masques, 04 charrettes, 04 ânes)	COMMUNE	3 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
Acquisition de poubelles	Acheter 500 poubelles pour les ménages de la commune afin de contribuer à l'organisation du ramassage des déchets	COMMUNE	2 000	500	500	500	500	500	500	
Mise en place d'un sanimarché pour les latrines adaptées	Faire bénéficier les ménages qui ne disposent pas encore de latrines adéquates au programme Sanimarché pour éradiquer les maladies liées au péril fécal	COMMUNE	2 500	1 500	500	500	500	500		
Reboisement des artères principales	Organiser des campagnes de reboisement en partenariat avec l'agent des eaux et forêts sur toutes les grandes artères de la commune et des espaces publics	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
Eclairage public de la commune	Renforcer et étendre le réseau de l'éclairage public en privilégiant les lampadaires solaires ;		10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000

<b>Total Programme 4</b>				<b>54 500</b>	<b>13 000</b>	<b>12 000</b>	<b>11 000</b>	<b>9 500</b>	<b>9 500</b>
<b>5. Programme de Renforcement de Capacités dans la Gouvernance et la promotion de Partenariat (PRCGOPA)</b>									
Renforcement de capacité	Formation des élus sur leurs rôles et responsabilités	gouvernance	commune	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Renforcement de capacité	Formation des élus et des agents sur la gestion administrative et financière	gouvernance	commune	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Renforcement de capacité	Formation des acteurs locaux sur des thématiques spécifiques définies dans le PDC	gouvernance	commune	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Renforcement de capacité	Réalisation d'une étude sur la fiscalité locale	gouvernance	commune	6 000	2 000	2 000	2 000		
Promotion du développement local	Mise en place d'un cadre de coordination, de planification et de suivi-évaluation du développement local	gouvernance	commune	2 000	1 000	1 000			
	Organisation de sessions de formation sur l'animation du développement local au profit des commissions								
Fonctionnement des commissions	Organisation de réunion trimestrielle pour les commissions	gouvernance	commune	3 000	600	600	600	600	600
Suivi-évaluation de l'exécution des projets	Organisation de 2 visites par année et par commission au niveau des projets en cours de la commune	gouvernance	commune	2 000	400	400	400	400	400

Renforcement de capacités sur le PPP	Renforcement de capacités sur la mobilisation des ressources financières	Partenariat	commune	3 000	1 500	1 500	1 500			
Coopération décentralisée	voyages et correspondances	Partenariat	commune	5 000	2 000	2 000	2 000	1 000		
<b>Total Programme 5</b>				<b>63 000</b>	<b>15 900</b>	<b>15 900</b>	<b>15 900</b>	<b>12 400</b>	<b>9 400</b>	<b>9 400</b>
<b>6. Programme de Marketing Territorial (PMT)</b>										
Renforcement de capacités sur les techniques de Marketing territorial	Renforcement de capacités sur la visibilité de la commune	Marketing territorial	commune	3 000	1 500	1 500	1 500			6 000
Renforcement de capacités sur la communication de vente de destination	voyages et correspondances pour vendre la destination Mboumba	Marketing territorial	Hors commune	5 000	2 000	2 000	2 000	1 000		
<b>Total Programme 6</b>				<b>8 000</b>	<b>3 500</b>	<b>3 500</b>	<b>3 500</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>	<b>6 000</b>
<b>TOTAL AXE 3</b>				<b>71 000</b>	<b>19 400</b>	<b>19 400</b>	<b>19 400</b>	<b>13 400</b>	<b>9 400</b>	<b>15 400</b>
<b>TOTAL PDC</b>				<b>2 071 300</b>	<b>543 850</b>	<b>543 850</b>	<b>480 650</b>	<b>416 600</b>	<b>375 600</b>	<b>322 100</b>



TOUT SAVOIR SUR L'ARD



83, route de Khor Sor, Saint-Louis- SENEGAL



(+221) 33 961 77 67



[ard-sl@ardsaintlouis.org](mailto:ard-sl@ardsaintlouis.org)



[www.ardsaintlouis.org](http://www.ardsaintlouis.org)





**MBOUMBA**